



Conseil économique et social

Distr. générale
5 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le
développement social et à la vingt-quatrième session
extraordinaire de l'Assemblée générale : thème
prioritaire : « Stratégies d'élimination de la pauvreté
visant à parvenir à un développement durable pour
tous »

Déclaration présentée BJD Reinsurance Consulting, LLC, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Eu égard à la cinquante-sixième session de la Commission du développement social (CSocD56), le thème prioritaire « Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous » a une résonance particulière pour le secteur mondial de l'assurance.

Dans le contexte du développement social, BJD Reinsurance Consulting tient à souligner combien il est important de combler les disparités mondiales en matière d'assurance.

Le monde n'a jamais été aussi prodigue dans la fourniture de ressources pour soutenir les populations mondiales touchées par des catastrophes. Ce besoin n'a jamais été aussi pressant. Plus que jamais, davantage de personnes et de biens sont menacés par les catastrophes et les risques naturels, et ce risque grandit à un rythme sans précédent. À l'échelle mondiale, il faut faire face aux risques croissants liés aux catastrophes.

Bien que les effets des catastrophes soient plus profonds dans le monde en développement, où la mortalité est majoritairement enregistrée, les pertes économiques, les perturbations des marchés et des chaînes d'approvisionnement et les migrations ont des conséquences globales pour les secteurs public et privé. La fréquence et les effets des risques naturels et climatiques augmentent chaque jour. Les taux massifs d'urbanisation indiquent que de plus en plus de personnes vivent dans des zones à plus forte densité démographique, dont beaucoup sont situées dans des régions à risque, notamment les zones côtières et les lignes de faille.

Dans le monde en développement, où l'urbanisation est souvent non planifiée et les normes de construction et les protections contre les catastrophes sont minimales, les menaces pèsent plus lourd sur les personnes, les biens et les infrastructures. Si nous ne pourrions jamais éviter complètement les risques naturels et climatiques, nous pensons néanmoins que nous pouvons – et devons – faire davantage pour réduire leur impact et gérer leurs risques afin d'encourager la croissance et le développement durable. Nous devons redoubler d'efforts pour accroître la résilience et améliorer la protection. Nous devons agir de manière beaucoup plus dynamique afin d'atténuer les risques et les financer. Par ailleurs, nous devons œuvrer ensemble – l'industrie, les gouvernements, les organisations de la société civile, les organismes de développement et les communautés scientifiques et académiques – pour véritablement susciter le changement et l'action.

Lors de la Conférence des Parties (COP 21) à Paris, en 2015, les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque mondiale et du secteur des assurances ont annoncé le lancement du Forum pour le développement de l'assurance (FDI). L'intention déclarée du groupe est d'optimiser et d'étendre l'utilisation possible d'assurances et des capacités de gestion des risques pour renforcer la résilience et la protection des personnes, des communautés, des entreprises et des institutions publiques qui sont vulnérables aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques. Ensemble – l'industrie, les gouvernements, la société civile et des organismes de développement –, nous devons nous efforcer de susciter le changement et l'action.

Nous sommes confrontés au défi mondial de la résilience. Les risques économiques et humanitaires associés aux phénomènes météorologiques catastrophiques et climatiques augmentent, ce qui entrave largement la résilience mondiale, en particulier dans les pays à revenu faible ou moyen. Ce problème a été mis en lumière par la récente adoption d'accords mondiaux (cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, objectifs de développement durable

à l'horizon 2030 et Accord de Paris de la COP 21), qui composent le programme de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030.

Les lacunes en matière de protection d'assurance se creusent. Actuellement, 70 % des pertes économiques dues à des catastrophes naturelles demeurent non assurées et dans les pays à revenus moyens et faibles, la proportion de pertes économiques non assurées excède souvent les 90 %. La tâche première du partenariat du cadre intégré est d'aider à combler cette lacune en matière de protection – et d'ainsi renforcer la résilience et la protection mondiales des économies.

Les compagnies d'assurance jouent un rôle essentiel. Il est de plus en plus évident que les pays où la couverture d'assurance est plus présente se remettent économiquement plus rapidement des catastrophes et se reconstruisent de manière plus résiliente en préparation d'événements futurs. Les recherches ont montré qu'une augmentation de 1 % de la pénétration d'assurance peut réduire de 22 % les charges imposées aux contribuables pour la reprise après sinistre. Un objectif clef du programme de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030 consiste à adopter une approche fondée sur les risques pour la gestion des risques d'événements extrêmes et climatiques. Dans les cadres qui composent le programme, l'assurance est explicitement reconnue comme un moyen essentiel permettant de dégager des solutions pour le partage et le transfert des risques et d'ainsi parvenir à une plus grande résilience.

Ces organisations doivent coordonner leurs travaux. Les efforts visant à améliorer la capacité de récupération mondiale et à remédier aux lacunes en matière de protection sont avant tout consentis par une poignée d'acteurs privés/publics. Compte tenu de l'ampleur, de la portée et de la complexité des manquement au niveau de la résilience et de la protection, une approche coordonnée et une action concertée rassemblant le secteur des assurances et les parties prenantes concernées sont considérées comme essentielles à la réalisation des objectifs du programme de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030.

Un travail commun permet d'identifier un certain nombre de solutions et facilitateurs possibles qui pourraient faire partie de la réponse mondiale aux risques climatiques et naturels. Il favorise l'amélioration de la modélisation et de la cartographie des risques. Il permet d'évaluer la valeur de financement des risques. Il étudie le lien entre l'amélioration des capacités institutionnelles, la gestion des risques et la reprise après les sinistres, soulignant la nécessité d'un environnement réglementaire propice doté d'une réglementation appropriée au contexte, aux capacités et au développement. De plus, il examine le rôle croissant que l'assurance joue et peut jouer dans la réduction des risques et l'atténuation des perturbations.

Comprendre les risques permet de créer des plateformes résistantes de croissance durable et des capacités de gestion des risques pour la dignité humaine afin de renforcer la résilience et la protection des personnes, des communautés, des entreprises et des institutions publiques qui sont vulnérables aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques.

BJD Reinsurance Consulting soutient le FDI en tant que voix commune du secteur de l'assurance qui ouvre de nouvelles perspectives et idées sur la résilience aux catastrophes, l'atténuation de leurs effets, le relèvement et la protection. Il ne s'appuie pas sur une solution, une région ou un défi unique mais vise au contraire à fournir une explication claire du changement, un cadre d'action et un ensemble de solutions pouvant être appliquées face à ce défi.

Nous espérons que cette initiative sera propice à l'action et aux idées dans le monde entier. Nous sommes tous conviés à contribuer à façonner et à orienter ce programme.
